



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CALVADOS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER

ARRETE PREFECTORAL
portant prorogation de la procédure d'élaboration du Plan de Prévention multi-Risques (PPR)
de la basse vallée de l'Orne

LE PRÉFET DU CALVADOS
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.110-1, L.211-1, L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R.562-20 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.125-2, L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information préventive,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.561-3, L.561-5 et R.561-6 à R.561-17 relatifs au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.151-43 et R151-51 à R.151-53,

VU le code des assurances, notamment ses articles L.121-16, L.121-17, L.125-1 à L.125-6,

VU le code de la construction et de l'habitation,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU l'arrêté préfectoral d'approbation du plan de prévention du risque inondation de la basse vallée de l'Orne du 10 juillet 2008,

VU l'arrêté du 7 décembre 2015 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Seine-Normandie,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 2016 prescrivant la réalisation d'un Plan de Prévention multi-risques (PR) de la Basse Vallée de l'Orne,

VU la décision de l'autorité environnementale du 21 janvier 2016 relative à une demande d'examen au cas par cas d'une évaluation environnementale en application de l'article R122,17 II du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant création de la communauté urbaine de Caen la mer, issue de la fusion de la communauté d'agglomération Caen la mer, de la communauté de communes Entre Thue et Mue et de communauté de communes Plaine Sud de Caen et de l'extension à la commune de Thaon,

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2017 constatant le rattachement d'office de la commune nouvelle de Saline à la communauté urbaine Caen la mer,

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2016 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant création de la communauté de communes Normandie Cabourg Pays d'Auge, issue de la fusion de la communauté de communes de Campagne et Baie de l'Orne (CABALOR), de la communauté de communes de l'Estuaire de la Dives et de la communauté de communes du Pays d'Auge Dozuléen (COPADOZ) et de l'extension aux communes d'Escoville et de Saint-Sansom,

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant création de la communauté de communes des Vallées de l'Orne et de l'Odon, issue de la fusion de la communauté de communes Evrechy Orne Odon et de la communauté de communes de la Vallée de l'Orne.

CONSIDERANT que les dispositions de l'article R.562-2 du code de l'environnement prévoient que le plan de prévention des risques naturels doit être approuvé dans les trois ans qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration et que ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois;

CONSIDÉRANT que le plan de prévention multi-risques de la basse vallée de l'Orne ne pourra être approuvée avant le 20 mai 2019;

CONSIDERANT qu'il convient de proroger le délai nécessaire à l'instruction du plan de prévention multi-risques de la basse vallée de l'Orne sur les 23 communes concernées afin de rectifier le règlement et les cartographies et de mener à bien la procédure;

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Prorogation de délai

La durée d'élaboration du plan de prévention multi-risques (PPR) de la basse vallée de l'Orne prescrit par arrêté préfectoral du 20 mai 2016, est prorogée de dix-huit mois.

ARTICLE 2 : Notification

Le présent arrêté sera notifié pour information aux membres du comité de pilotage nommés dans l'arrêté du 20 mai 2016.

ARTICLE 3 : Affichage

Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois minimum à la préfecture du Calvados, à la mairie des 23 communes concernées par le PPR de la basse vallée de l'Orne et des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est prescrit. Une mention de cet affichage est insérée dans un journal officiel diffusé dans le Calvados.

ARTICLE 4 : Consultation par le public

Le présent arrêté est tenu à la disposition du public :

- à la préfecture du Calvados,
- au siège de la direction départementale des territoires et de la mer du Calvados.

ARTICLE 5 : Exécution

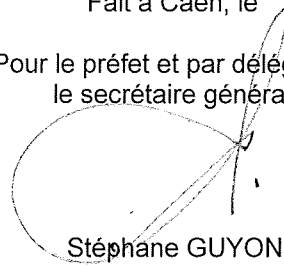
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados :

- le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados,
- le secrétaire général de la préfecture du Calvados,
- les maires des communes désignées à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2016,
- les présidents de la communauté urbaine de Caen la mer, de la communauté de communes des Vallées de l'Orne et de l'Odon, de la communauté de communes Normandie Cabourg Pays d'Auge.

Fait à Caen, le

- 1 AVR. 2019

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Stéphane GUYON